



Epicentre

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Epicentre

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association Epicentre,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Epicentre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 ainsi que le changement sur la classification des produits issus de la facturation des frais de support annuel aux autres entités du mouvement dans le compte de résultat.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 2 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Signed by:



Denis Thibon

ETATS FINANCIERS

EPICENTRE

31 décembre 2025

L'Association Epicentre applique à compter du 01 janvier 2020 le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des normes comptables en complément du plan comptable général (PCG). A compter du 01 janvier 2025 les états financiers et les annexes associés ont été modifiés afin d'appliquer les règlements ANC 2023-03 et ANC 2022-06.

Bilan EPICENTRE au 31 Décembre 2025				 ÉPIDÉMIOLOGIE • EPIDEMIOLOGY	
ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	
Frais d'établissement (I)	0	0	0	0	
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles :	991 945	50 541	941 404	669 887	
Concessions, brevets, licences et valeurs similaires	730 821	50 541	680 280	0	
Immobilisations en cours	261 124	0	261 124	669 887	
Immobilisations corporelles :	269 271	204 692	64 579	70 806	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	269 271	204 692	64 579	70 806	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	
Immobilisations financières :	347 347	0	347 347	346 055	
Participations	47 818	0	47 818	48 328	
Prêts	223 154	0	223 154	223 179	
Autres immobilisations financières	76 376	0	76 376	74 547	
TOTAL (II)	1 608 563	255 233	1 353 330	1 086 748	
ACTIF CIRCULANT					
Stock et en-cours	815	0	815	2 163	
Créances	13 811 748	0	13 811 748	19 798 660	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 930 384	0	3 930 384	2 480 996	
Autres créances	9 828 610	0	9 828 610	17 269 087	
Charges constatées d'avance	52 754	0	52 754	48 576	
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	
Instruments financiers à terme et jetons détenus	0	0	0	0	
Disponibilités	611 198	0	611 198	1 144 736	
TOTAL (III)	14 423 762	0	14 423 762	20 945 559	
Frais d'émission des emprunts (IV)	0	0	0	0	
Prime de remboursement des emprunts (V)	0	0	0	0	
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)	64 308	0	64 308	8 318	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	16 096 633	255 233	15 841 400	22 040 624	

Bilan EPICENTRE au 31 Décembre 2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Ecart de réévaluation	47 802	48 312
Réserves :	201 022	146 846
Réserve statutaires ou contractuelles	0	0
Réserve pour projet entité	0	0
Autres réserves	201 022	146 846
Report à nouveau	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	924	54 176
Situation nette	249 747	249 334
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL (I)	249 747	249 334
AUTRES FONDS PROPRES		
Fonds non remboursables	0	0
TOTAL (II)	0	0
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	0	3 000
TOTAL (III)	0	3 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	64 240	17 747
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (IV)	64 240	17 747
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 015 394	1 344 355
Dettes fiscales et sociales	2 215 765	2 058 522
Autres dettes	2 772 289	242 186
Produits constatés d'avance	7 510 205	17 707 520
TOTAL (V)	15 513 653	21 352 582
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (VI)	13 760	417 960
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	15 841 400	22 040 624

Compte de résultat EPICENTRE au 31 Décembre 2025	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services	12 060 430	8 884 945
Ventes de biens	0	0
Ventes de prestations de service	12 060 430	8 884 945
Produits de tiers financeurs	8 413 963	6 423 198
Concours publics et subventions exploitation	805 082	619 455
Contributions financières	7 608 881	5 803 743
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	0
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Utilisations des fonds dédiés	3 000	0
Autres produits	134 434	3 198 398
TOTAL I	20 611 826	18 506 542
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stock	0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	9 980 361	8 795 564
Aides financières	15 257	39 147
Impôts, taxes et versements assimilés	485 090	507 433
Salaires	7 121 359	6 749 603
Cotisations sociales	2 648 628	2 496 266
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	94 303	58 476
Dotations aux provisions	46 493	11 596
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Reports en fonds dédiés	0	3 000
Autres charges	216 532	41 793
TOTAL II	20 608 024	18 702 876
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 802	-196 335
PRODUITS FINANCIERS		
Différences positives de change	13 821	31 513
TOTAL III	13 821	31 513
CHARGES FINANCIERES		
Différences négatives de change	16 700	30 532
TOTAL IV	16 700	30 532
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-2 878	982
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	924	-195 353
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	0	254 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	0	5 212
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	249 529
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	20 625 648	18 792 796
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	20 624 724	18 738 620
EXCEDENT OU DEFICIT	924	54 176
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

ANNEXES 2025 DES COMPTES SOCIAUX D'EPICENTRE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Activité

L'exercice a été marqué par les effets des changements de stratégie de bailleurs institutionnels, notamment les retraits de financement du gouvernement américain et le changement d'orientation d'une grande fondation. En conséquence plusieurs projets se sont terminés de manière anticipée pendant l'année expliquant la baisse du montant total du bilan.

Malgré ces évolutions, les ressources issues de financements externes ont atteint un niveau historique en 2025 à 7,7 millions d'Euros, +23% par rapport à l'exercice 2024. Néanmoins la manière soudaine de ces événements a laissé Epicentre sans perspective à court terme d'une prise en charge de certains frais essentiels aux activités de recherche. De plus l'évolution du taux USD : Euros a eu un effet de change important en 2025.

Pour pallier ces impacts négatifs, MSF France a octroyé à Epicentre une contribution exceptionnelle de 637 000 Euros pour l'année 2025. Cette contribution permet à Epicentre d'arriver à un résultat à l'équilibre au 31/12/2025.

1.2 Réglementaire et comptable

Epicentre applique, à compter du 1er janvier 2025 :

- le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ;
- et le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 pour se conformer aux exigences du nouveau règlement ANC 2022-06.

Ce changement de méthode comptable a pour incidences sur la présentation des états financiers :

Au bilan :

- Présentation des immobilisations en cours avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
- Présentation de la ligne « Charges constatées d'avance » dans la rubrique des « Créances ».

Au Compte de résultat :

- Présentation de la ligne « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » dans la rubrique « Produits d'exploitation » ;
- Présentation de la ligne « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » dans la rubrique « Charges d'exploitation » ;
- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles » ;
- Comptabilisation en résultat exceptionnel uniquement des produits et des charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Changement de méthode :

A compter du 1er janvier 2025, Epicentre a décidé d'enregistrer les produits issus de la facturation des frais de support annuel aux autres entités du mouvement sur la ligne « Ventes de prestations de services » au lieu de « Autres produits ».

Ceci afin de répondre à une meilleure appréciation de la nature de cette facturation.

2. FAITS CARACTERISTIQUES SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

3. DESCRIPTIF DE L'OBJET SOCIAL D'EPICENTRE

Epicentre a pour objet :

De prodiguer un enseignement sur toutes les techniques médicales utiles aux populations en situation précaire,

D'effectuer un travail de recherche et de consultation dans le domaine de l'épidémiologie d'intervention et sur tout ce qui peut favoriser une meilleure compréhension et une évolution dans les domaines de la santé et du développement,

De diffuser par tous les moyens à sa disposition les résultats de ses recherches afin que celles-ci puissent recevoir une application concrète et que les propositions de l'association permettent de réels progrès dans les domaines concernés. Cette diffusion s'exercera notamment par l'intermédiaire de publications, de conférences, de colloques et du recours aux différents moyens de communication auprès du grand public ou de publics plus spécialisés (chercheurs, universitaires, leaders d'opinion...),

De réunir tous les concours nationaux et internationaux propres à apporter à l'association les meilleures conditions d'efficacité et de compétence pour ses objectifs de recherche et de diffusion,

D'apporter son expertise scientifique aux actions menées par Médecins Sans Frontières,

D'apporter son concours aux individus et aux institutions engagés dans une activité identique ou complémentaire à la sienne.

4. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par :

- Le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 pour se conformer aux exigences du nouveau règlement ANC 2022-06
- Le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général du 30 novembre 2023 ;
- Le règlement n°2022-04 du 30 juin 2022 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) complétant et modifiant le règlement, ci avant, n°2018-06 du 5 décembre 2018.
- Le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Nouveau Plan Comptable Général modifié par le règlement 2016-07 du 04 novembre 2016.

L'activité d'Epicentre est intégrée à 100% dans la combinaison des comptes du Groupe Médecins Sans Frontières France, ainsi que dans la combinaison des comptes du mouvement MSF International.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

BILAN

4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires).

Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément (compris entre 3 et 10 ans) et présentées dans le poste Dotations aux amortissements d'exploitation dans le compte de résultat.

Sont comptabilisés directement dans les comptes de charge des centres de recherche au Niger et en Ouganda, ainsi que des autres pays dans lesquels Epicentre intervient, les véhicules et les ordinateurs dans la mesure où ils subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

Les biens destinés à des tiers bénéficiaires dans le cadre de conventions signées pour des projets sont également passés en charges.

4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation (prix d'achat et frais accessoires hors coûts de formation).

Elles sont amorties sur une période comprise entre 3 et 15 ans, selon le mode linéaire et présentées dans le poste Dotations aux amortissements d'exploitation dans le compte de résultat.

4.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont constituées des titres de participation détenus par Epicentre ainsi que des dépôts et cautionnements divers.

Les valeurs brutes des immobilisations financières sont constituées par leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée sur les titres de participation au regard de la situation financière des filiales à la clôture de l'exercice. Lorsque le coût d'acquisition des dépôts et cautionnements est supérieur à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.4. FINANCEMENTS ET DONS (A RECEVOIR ET PERCUS D'AVANCE)

✓ Financements des organisations externes

Les financements des organisations publiques et des autres organismes privés sont comptabilisés en produits dans le compte de résultat dès la notification du financement pour la totalité du contrat. Au 31/12/N, ne sont conservés dans le résultat de l'exercice que les produits qui couvrent les dépenses éligibles engagées sur l'exercice, grâce à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Au 31/12/N la créance de chaque convention de financement en devise étrangère est revalorisée en Euros au taux de clôture. La différence entre la valorisation au taux de clôture et au taux de notification de la convention est comptabilisée en écart de conversion actif / passif. Cet écart représente une réduction/augmentation du restant à dépenser en euros sur le contrat au 31/12/N. Il implique d'ajuster budgétairement, selon le cas, pour l'année N+1 le montant restant à dépenser en euros sur le contrat. Dans la mesure où la convention le prévoit, il n'y a pas lieu de comptabiliser une provision sur les éventuels écarts de conversion actif, les dépenses futures étant limitées à la conversion en euros des devises reçues.

En outre, les moins/plus-values réalisées sont comptabilisées au moment de chaque encaissement.

Les financements encaissés qui n'auraient pas été justifiés par des charges éligibles à la fin du contrat où aux différentes étapes de restitutions imposées par les bailleurs, sont comptabilisés en financements reçus d'avance pour être, le cas échéant remboursés.

La part de financement attribuée, non consommée et/ou non reçue en fin d'exercice est inscrite en compte de bilan, pour un montant équivalent, en "financements à recevoir" et en "financements reçus d'avance".

✓ Dons

Epicentre ne reçoit que des dons d'organismes privés, et ne fait pas appel à la générosité du public.

4.5. CREANCES

Elles sont enregistrées à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non-recouvrement.

4.6. CONVERSION DES DEVICES ETRANGERES

Les créances en devises, les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) et les dettes en devises sont valorisées aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est enregistrée.

4.7. FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018. Lorsque des fonds sont affectés par des tiers à des projets définis, la partie des ressources non utilisée en fin d'exercice est inscrite en charges sous la rubrique « Report en fonds dédiés ». Ceci matérialise comptablement l'engagement pris par Epicentre de poursuivre la réalisation desdites volontés, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique « Fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés est repris au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte « Utilisations des fonds dédiés » inscrit au compte de résultat.

4.8. PROVISION POUR RISQUES

Epicentre applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si Epicentre a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources.

Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation des ressources nécessaires à l'extinction des obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances de réalisation.

COMPTE DE RESULTAT

4.9. PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par Epicentre est conforme au règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 pour se conformer aux exigences du nouveau règlement ANC 2022-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

4.10. DÉPENSES POUR LES ETUDES

Les dépenses effectuées pour les études menées par Epicentre sont engagées selon trois procédures :

- par Epicentre à Paris,
- par les centres de recherche du Niger et de l'Ouganda,
- par les missions MSF.

4.11. PRODUITS DES DONNS ET SUBVENTIONS

A la clôture de l'exercice, les dons affectés par des donateurs à un projet défini et qui n'ont pas fait l'objet d'une utilisation au cours de l'exercice, font l'objet d'une inscription en "Fonds dédiés".

Les ressources issues des dons et subventions sont comptabilisées en produits d'exploitation et constatées conformément aux règles définies en 3.4.

HORS BILAN

4.12. INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Les indemnités de fin de carrière estimées à la clôture de l'exercice ne font l'objet d'aucune provision dans les comptes annuels de l'association (voir 4.4.2 "Engagements en matière de pensions et de retraites").

Les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la méthode des « unités de crédit projetées » qui consiste à projeter les droits acquis par chaque salarié à la date de son départ en retraite. Le calcul tient compte de l'inflation des salaires et de la probabilité que le salarié soit toujours dans les effectifs à la date de son départ en retraite.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- ✓ Un départ à la retraite avant 65 ans, entre 65 et 67 ans ou après 67 ans selon l'âge du collaborateur au 31/12/2025
- ✓ Un taux moyen d'augmentation de salaire : 4,0%
- ✓ Un taux d'actualisation Iboxx Corp AA10+ : 3,96%
- ✓ Un taux moyen de rotation du personnel : 4,0%
- ✓ Un taux de charges sociales : 60,88%

4.13. RÉGIME FISCAL

Epicentre n'est pas assujettie aux impôts commerciaux pour ses activités non lucratives.

5. DETAIL DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

5.1. DETAIL DE L'ACTIF

5.1.1. Détail de l'actif immobilisé

5.1.1.1. Immobilisations incorporelles, corporelles et amortissements

	Durée	Mode	Montant brut en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant brut en fin d'exercice	Cumul en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Cumul en fin d'exercice	Montant net en fin d'exercice
Concessions/licences	15 ans	Linéaire	6 263	724 559		730 821	6 263	44 279		50 541	680 280
Immobilisations en cours			669 887	315 796	724 559	261 124	0			0	261 124
Immobilisations incorporelles			676 148	1 040 355	724 559	991 945	6 263	44 279	0	50 541	941 404
Matériel, mobilier, informatique	3 -5 ans	Linéaire	212 867	43 798		256 664	147 521	49 371		196 892	59 773
Autres immobilisations	5-10 ans	Linéaire	12 606			12 606	7 146	654		7 800	4 806
Immobilisations en cours		Linéaire	0			0					0
Immobilisations corporelles			225 473	43 798	0	269 271	154 667	50 025	0	204 692	64 579
TOTAL			901 621	1 084 152	724 559	1 261 216	160 930	94 303	0	255 233	1 005 983

L'augmentation des immobilisations brutes s'expliquent principalement par la mise en service du nouveau logiciel comptable à partir du 1^{er} février 2025. Le développement de nouvelles fonctionnalités s'est poursuivi en 2025 expliquant le solde des immobilisations en cours au 31/12/2025. Le détail des augmentations et diminution ci-après montre le passage d'immobilisations en cours par les mouvements de poste à poste. De nouveaux frais de l'équipe projet et de consultance issus d'un mandat de gestion pour la refacturation sont en Acquisitions en 2025 et l'immobilisation des frais salariaux pour Epicentre en Créations.

Immobilisations	Ventilation des augmentations					Ventilation des diminutions				
	Virements		Entrées			Virements		Sorties		
	De Poste à Poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations	De Poste à Poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Concessions/licences	724 559									
Immobilisations en cours			227 041		88 755	724 559				
Immobilisations incorporelles	724 559	0	227 041	0	88 755	724 559	0	0	0	0
Matériel, mobilier, informatique			43 798							
Autres immobilisations										
Immobilisations en cours										
Immobilisations corporelles	0	0	43 798	0	0	0	0	0	0	0

Dotations	Ventilation des dotations				Ventilation des diminutions		
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	Eléments transférés a l"actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Concessions/licences		44 279					
Immobilisations en cours							
Immobilisations incorporelles	0	44 279	0	0	0	0	0
Matériel, mobilier, informatique		49 371	0				
Autres immobilisations		654					
Immobilisations en cours							
Immobilisations corporelles	0	50 025	0	0	0	0	0

5.1.1.2. Titres de Participation

En Euros	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Titres participation SCI MSF	16			16
Mise en équivalence	48 312		510	47 802
Total Titres participation SCI MSF mise en équivalence	48 328	0	510	47 818

Le titre détenu vis-à-vis de la SCI MSF a été réévalué selon la méthode de la mise en équivalence et s'élève à 47 802 € au 31 décembre 2025.

5.1.1.3. Autres Immobilisations Financières

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Dépôts SCI MSF	66 667		66 667
Garanties cautions terrains	7 880	1 829	9 709
TOTAL	74 547	1 829	76 376

Les autres immobilisations financières concernent principalement la caution versée à la SCI MSF dans le cadre de la location des locaux de l'avenue Jean Jaurès.

Les autres montants concernent des cautions versées par les centres de recherche Epicentre au Niger et en Ouganda.

5.1.2. Détail de l'actif circulant

5.1.2.1. Stock et en-cours

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Stock de matériels et autres approvisionnements	2 163	-1 888	275
Stock de marchandises	0	0	0
Avances versées sur commande	0	540	540
TOTAL STOCK et EN-COURS	2 163	-1 348	815

Le stock de matériel représente des acquisitions de fournitures informatiques non encore affectés à une étude à la clôture de l'exercice. Les avances versées sur commande concernent des avances versées pour l'hébergement en amont de déplacements sur le terrain

5.1.2.2. Créances clients, usagers et comptes rattachés

Le montant en fin d'exercice sur les entités du groupe MSF France représente des créances de :

- MSF France correspondant aux facturations non recouvrées au 31/12/25 pour un montant de 3 047 604 €
- La Fondation MSF d'un montant de 77 663 €, correspondant aux factures pour les études PAVE au Malawi, Transparent facial orthosis (TFO) et l'évaluation RDT rougeole en RDC

Le solde des créances sur les entités du mouvement MSF correspond aux facturations des études et de la contribution annuelle du dernier trimestre 2025, non recouvertes à la fin de l'exercice.

La créance clients et comptes rattachés est composée des factures émises à :

- L'OMS relatif à une étude méningite au Niger pour un montant de 32 936 €
- MDM, Institut Pasteur et Charité Centre for Global Health pour les stagiaires de formations d'Epicentre pour un montant de 9 300 €

L'ensemble de ces créances ont une exigibilité inférieure à un an.

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
MSF France	1 640 154	1 407 450	3 047 604
Fondation MSF	47 709	29 954	77 663
Total Créances sur entités du groupe MSF France	1 687 864	1 437 404	3 125 267
MSF Belgium	192 891	-93 288	99 603
MSF Canada	3 500	-3 500	0
MSF The Netherlands	133 787	31 031	164 818
MSF International	21 525	-13 475	8 050
MSF Japan	10 500	-10 500	0
MSF Spain	100 184	105 709	205 893
MSF Switzerland	286 435	-5 417	281 018
MSF UK	204	3 296	3 500
MSF Brazil	3 300	-3 300	0
Total Créances sur entités du mouvement MSF	752 326	10 556	762 882
Clients	40 807	1 429	42 236
Total Clients & comptes rattachés	40 807	1 429	42 236
TOTAL	2 480 996	1 449 389	3 930 384

5.1.2.3. Financements institutionnels à recevoir

Ce compte présente les soldes à recevoir des financeurs, à la fin de l'exercice, pour les études en cours. Les variations de créance correspondent soit à des augmentations soit à des diminutions de créance.

Les augmentations correspondent à de nouveaux financements obtenus durant l'exercice ou à une augmentation du financement de projets déjà existant à la fin de l'exercice précédent.

Les diminutions de créance correspondent, sauf exception, aux versements effectués par les financeurs durant l'exercice.

Pour les financements en devise, la créance à la fin de l'exercice correspond au montant de la créance en devise valorisé au taux de clôture de l'exercice et ajustée le cas échéant pour un écart de conversion actif (perte latente) ou passif (gain latent).

L'évolution du solde sur l'exercice représente une réduction de 47% en raison de notamment de la fin anticipée de deux gros contrats de financement (-6,7M €) : LEAP4WA, fièvre de Lassa, conclu avec IAVI et MDF, l'efficacité d'un aliment ciblant le microbiote, en collaboration avec l'université d'Harvard. Les autres réductions représentent les réceptions de fonds de projets en cours. Les nouvelles conventions signées en 2025 concernent, notamment, une nouvelle étude comparant les stratégies vaccinales pour le vaccin R21 au Tchad et une étude au Niger, sur le vaccin Men5CV contre la méningite.

Projet	Organisation contractante	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
DATURA	INSERM	90 779	0	90 779
EPIET Fellow 2025	ECDC	0	37 006	37 006
INTEGRES-TB	IRD	189 459	-45 129	144 330
Meningitis carriage Men5CV	WHO	0	939 532	939 532
Post-TB SIQ	ANRS	34 331	0	34 331
R21 Chad - Expertise France	Expertise France	0	1 185 125	1 185 125
TB diagnosis in children - ANRS A	ANRS	82 975	-42 975	40 000
TB diagnosis in children - ANRS B	ANRS	483 991	-483 991	0
FINANCEMENTS PUBLIC A RECEVOIR		881 536	1 589 568	2 471 103
Acozi Kids	DNDI	153 796	-63 267	90 529
Acozi Kids II	DNDI	0	114 809	114 809
AI ELRHA improving outbreak	ELRHA	11 723	-11 723	0
BNITM Lassa Fever patho study	BNITM	0	35 072	35 072
BNITM Lassa fever seroincidence in Irrua	BNITM	0	10 880	10 880
Cholera RDT GAVI	GAVI	198 944	-198 944	0
DELTAS IDEAL2	KEMRI	249 396	-61 232	188 164
DeTact Ancillary Study	OXFORD	71 769	-71 769	0
Enable Lassa 1.5	CEPII	951 934	261 331	1 213 265
EpiAI HIF ELRHA	ELRHA	0	17 189	17 189
Impact Eval Vacc CHOLERA - DRC I	WELLCOME	274 740	-274 740	0
Impact Eval Vacc CHOLERA - DRC II	WELLCOME	2 761 349	-1 102 438	1 658 912
INTENSE TBM	BORDEAUX	107 334	-53 055	54 279
Lassa 2a (C105)	IAVI	349 584	326 961	676 544
LEAP4WA	IAVI	2 587 970	-2 587 970	0
MAGY HIV Study	IAVI	284 520	-284 520	0
MDF trial	HARVARD	4 117 462	-4 117 462	0
Measles modelling in Niger	ELRHA	48 489	-25 333	23 156
Monkey Pox trial	ACERESEA	888 504	-611 199	277 305
MOTSEPE	HARVARD	67 293	-67 293	0
Multi country retrospective OCV	WELLCOME	676 024	70 665	746 689
Multiantigen URGEPI	BMGF	937 635	-937 635	0
NIFTY	OXFORD	136 377	-136 377	0
Post TB SIQ Pulmonary rehab	L'Union	0	6 000	6 000
Q-CHOL	IQLS	0	129 753	129 753
R21 IMVACS	REVOWW	808 700	0	808 700
Scale It	EDCTP	270 313	-180 000	90 313
Support IP Dakar	IPDAKAR	96 256	-11 149	85 106
Surveillance ABR Galmi CHR	UMB	0	50 270	50 270
Typhoide-Galmi	UMB	14 611	-14 272	339
X100 (LF Sierra Leone)	IAVI	130 263	-130 263	0
YEFE/NIFTY extension	KEMRI	0	328 828	328 828
FINANCEMENTS PRIVES A RECEVOIR		16 194 985	-9 588 882	6 606 102
TOTAL FINANCEMENTS A RECEVOIR		17 076 520	-7 999 315	9 077 205

5.1.2.4. Autres Créances

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Avances et prêts au personnel	4 142	2 534	6 676
Organismes sociaux	1 232	7 062	8 293
Etats, Impôts & Taxes Assimilées	12 465	-8 837	3 629
Produits à recevoir	3 870	-3 870	
Débiteurs divers	0	-2 279	1 661
TOTAL Créances autres	21 709	-5 390	20 259

Le poste organismes sociaux concernant les remboursements attendus pour des arrêts maladie de salariés.

Le poste Etats, Impôts & Taxes Assimilées représente le remboursement de TVA à recevoir des services fiscaux ougandais.

Toutes ces créances sont à moins d'un an.

5.1.2.5. Grants à recevoir

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Grants à recevoir	170 858	560 288	731 146
TOTAL Grants à recevoir	170 858	560 288	731 146

Le solde représente les contributions à recevoir à la fin de l'exercice du Bureau International pour développement de la formation FETCH par le fonds TIC pour un montant de 94 146€, et de MSF France sous forme d'une contribution exceptionnelle afin d'assurer un résultat à l'équilibre pour Epicentre en 2025 pour un montant de 637 000 €.

5.1.2.6. Disponibilités

Libellé	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Banques et CCP	948 951	-448 207	500 744
Soldes trésoreries missions	195 785	-90 731	105 054
Caisses	0	5 400	5 400
Total Disponibilités	1 144 736	-533 538	611 198

La baisse du solde des comptes bancaires est due notamment à des versements à venir pour les factures du 4^{ème} trimestre plus importantes, les versements à venir de certains financeurs externes et le versement de la subvention d'équilibre par MSF France.

La ventilation des soldes de trésorerie des centres de recherche est la suivante :

- Ouganda : 52 286 €
- Niger : 54 051 €

5.1.2.7. Charges constatées d'avance

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Charges constatée d'avance	48 576	4 178	52 754
TOTAL	48 576	4 178	52 754

Il s'agit d'abonnements de logiciels sur un à trois ans, de primes d'assurance et des frais de voyages et des indemnités liés aux projets 2026. L'ensemble des charges constatées d'avance sont à une échéance d'un an au plus.

5.1.2.8. Ecarts de conversion actif

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Non MSF entities	8 318	55 990	64 308
TOTAL	8 318	55 990	64 308

Les écarts de conversion actif sont liés à la perte latente sur neuf financements en devise (GBP, USD) qui ne sont pas provisionnés.

5.2. DETAIL DU PASSIF

5.2.1. Détail de la situation nette

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution	Resultat de l'exercice	A la clôture de l'exercice
Ecart de réévaluation	48 312	-511				47 802
Autres réserves	146 846	54 176	0			201 022
Excédent ou déficit de l'exercice	54 176	-54 176			924	924
TOTAL FONDS PROPRES	249 334	-511	0	0	924	249 747

Le résultat excédentaire d'Epicentre de l'exercice précédent a été intégralement affecté en report à nouveau, à la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 3 juin 2025.

5.2.2. Fonds Dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds dédiés	3 000	0	3 000	0
TOTAL FONDS DEDIES	3 000	0	3 000	0

Les fonds dédiés au 31/12/2024 ont été intégralement utilisés en 2025 avec la fin du projet « Alerte App »

5.2.3. Détail du passif exigible

5.2.3.1. Provisions pour risques et charges

	Montant en début d'exercice	Dotations aux provisions	Reprises sur provisions		Montant en fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provision pour litige	13 096	64 029		-13 096	64 029
Provision pour perte de change	4 651	211		-4 651	211
TOTAL Provisions	17 747	64 240	0	-17 747	64 240

Les mouvements de la provision pour litige représentent une provision pour deux contentieux en cours au Niger, avec un ancien salarié pour un montant de 7 623 € et avec l'agent de transit, NITRA, et le bureau de douane pour un montant de 56 406 €.

La provision pour perte de change résulte de la réévaluation des dettes et créances en devises hors financements. Elle apparaît en provision pour risques au 31/12/2025 et non plus en provisions pour charges. L'ensemble des provisions et reprises concerne l'exploitation.

5.2.3.2. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes détaillées de 5.2.3.3. à 5.2.3.6 sont analysées par échéance :

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice				
Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 015 394	3 015 394	0	0
Dettes fiscales et sociales	2 215 765	2 215 765	0	0
Autres dettes	2 772 289	1 848 583	923 706	0
Produits constatés d'avance	7 510 205	5 478 622	2 031 583	0
TOTAL	15 513 653	12 558 364	2 955 289	0

5.2.3.3. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes vis-à-vis de MSF France sont composées de refacturations du personnel international et de dépenses engagées sur les terrains concernant des études Epicentre. Les frais de la participation au nouveau logiciel finance et achats faisant l'objet d'un mandat de gestion se trouvent dans le solde « 5.2.3.5 Autres dettes » au 31/12/2025.

Les dettes vis-à-vis des entités du mouvement MSF sont composées principalement par des refacturations du personnel Epicentre décentralisé et de charges diverses liées aux projets de recherche d'Epicentre.

Les dettes fournisseurs sont composées principalement par des factures non échues au 31/12/2025. L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
MSF France	928 268	572 083	1 500 352
MSF Logistique	17 071	33 827	50 897
Fondation MSF		3 991	3 991
SCIMSF		766 350	766 350
Total Dettes entités du groupe MSF France	945 339	1 376 251	2 321 591
MSF Belgium	33 556	46 461	80 017
MSF Canada	0	8 494	8 494
MSF The Netherlands	0	20 256	20 256
MSF International	11 662	73 273	84 934
MSF Spain	3 565	-170	3 395
MSF Switzerland	115 741	58 837	174 578
MSF UK	26 594	6 609	33 203
MSF USA	90 573	-48 695	41 878
MSF Southern Africa	0	750	750
MSF Ireland	8 348	565	8 913
MSF Eastern Africa	38 134	-550	37 584
MSF Germany	0	4 553	4 553
MSF Spain EA Unit- NBI branch	0	58 394	58 394
MSF Taiwan	0	6 105	6 105
Total Dettes entités du mouvement MSF	328 173	234 883	563 055
Fournisseurs	0	114 747	114 747
Fournisseurs Terrain Etrangers	0	3 134	3 134
Fournisseurs factures à recevoir	70 843	-57 975	12 868
Non MSF entités	70 843	59 905	130 748
Total Dettes fournisseurs	1 344 355	1 671 040	3 015 394

5.2.3.4. Dettes fiscales et sociales

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Impôts et taxes, versements assimilés	121 354	25 963	147 318
Dettes personnel	63 405	-60 288	3 117
Organismes sociaux	387 852	34 137	421 989
Provisions congés payés, CET, précarité	1 485 910	157 431	1 643 341
Total Dettes Fiscales & Sociales	2 058 522	157 243	2 215 765

Il s'agit de charge sociales et fiscales non payées à la fin de l'exercice et, pour la part principale, des droits à congés, RTT – en cours et épargnés dans les CET – et primes de précarités sur CDD dus aux salariés. L'ensemble des dettes est à moins d'un an.

5.2.3.5. Autres dettes

Le mandat de gestion concerne les frais de la participation au nouveau logiciel finance et achats pour l'exercice 2025.

Les soldes des financements à reverser aux partenaires publics et privés concernent les fonds à rembourser à IAVI pour les projets LEAP4WA et MAGY à la suite de leurs fins anticipées pour un montant de 1 659 035 €, et les montants à reverser aux partenaires de la nouvelle étude vaccin R21 au Tchad (PEV, PNLP, LSTM) pour un montant de 795 405 €, et aux partenaires du projet Scale IT (IDI, KEMRI) pour un montant de 80 937 €.

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Mandats de Gestion	0	236 913	236 913
Partenaires publics - Financement à reverser	0	339 154	339 154
Partenaires privés - Financement à reverser	242 186	1 954 036	2 196 222
Total	242 186	2 530 103	2 772 289

5.2.3.6. Produits constatés d'avance

Projet	Organisation contractante	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Acozi Kids	DNDI	139 655	-139 655	0
Acozi Kids II	DNDI	0	104 357	104 357
BNITM Lassa Fever patho study	BNITM	0	29 676	29 676
BNITM Lassa fever seroincidence in Irrua	BNITM	0	3 439	3 439
Cholera dashboard	WHO	20 650	-20 650	0
Cholera RDT GAVI	GAVI	93 561	-93 561	0
DATURA	INSERM	223 411	-223 411	0
DELTAS IDEAL2	KEMRI	317 020	-134 138	182 882
DeTact Ancillary Study	OXFORD	71 487	-71 487	0
ENABLE LASSA 1.5	CEPII	1 052 249	-232 208	820 041
EPIET Fellow 2025	ECDC	0	58 858	58 858
IMPACT EVAL VACC CHOLERA DRC II	WELLCOME	2 445 887	-1 201 845	1 244 042
INTEGRES-TB	IRD	187 666	-49 147	138 520
INTENSE TBM	BORDEAUX	10 888	-10 888	0
Lassa 2a (C105)	IAVI	433 227	167 338	600 565
LEAP4WA	IAVI	4 084 929	-4 084 929	0
LeishAccess Consortium	DNDI	143 218	-143 218	0
MAGY HIV Study	IAVI	448 618	-448 618	0
MDF trial	HARVARD	3 198 875	-3 198 875	0
Measles modelling in Niger	ELRHA	54 630	-54 630	0
Meningitis carriage Men5CV	WHO	0	749 207	749 207
Monkey Pox trial	ACERESSEA	842 264	-395 800	446 464
MOTSEPE	HARVARD	12 297	-12 297	0
MR-MAPS	WHO	0	119 612	119 612
Multi country retrospective OCV	WELLCOME	628 863	10 552	639 416
Multiantigen URGEPI	BMGF	1 518 515	-1 104 453	414 062
Post TB SIQ Pulmonary rehab	L'Union	0	6 515	6 515
Post-TB SIQ	ANRS	60 504	-45 455	15 048
Q-CHOL	IQLS	0	72 418	72 418
R21 Chad	Expertise France	0	461 911	461 911
R21 IMVACS	REVOWW	1 464 121	-382 999	1 081 122
Scale It	EDCTP	26 778	-17 229	9 549
Support IP Dakar	IPDAKAR	78 182	-78 182	0
Surveillance ABR Galmi CHR	UMB	0	45 845	45 845
TB diagnosis in children - ANRS A	ANRS	21 729	-15 882	5 847
TB diagnosis in children - ANRS B	ANRS	116 467	-116 467	0
Typhoide-Galmi	UMB	11 829	-11 829	0
YEFE/NIFTY extension	KEMRI	0	260 810	260 810
TOTAL		17 707 520	-10 197 315	7 510 205

Les financements sont comptabilisés en produits lors de la notification des financements. Les montants notifiés et non encore reçus à la date de clôture sont inscrits en créances dans le poste "Financements institutionnels à recevoir" (Voir paragraphe

4.1.2.3.). La quote-part de financement non consommée à la clôture fait l'objet d'une comptabilisation en "Produits constatés d'avance". Les produits constatés d'avance de l'exercice sont repris au 01/01 de l'exercice suivant et recalculés annuellement selon l'avancement des dépenses jusqu'à la fin du projet. Le détail des échéances des produits constatés d'avance apparaît dans le tableau 5.2.3.2 ci-dessus : 5 479 K Euros à un an au plus et 2 032 K Euros à plus d'un an et 5 ans au plus.

5.2.3.7. Ecarts de conversion passif

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Réévaluation dettes et créances	417 960	-404 201	13 760
TOTAL	417 960	-404 201	13 760

Les écarts de conversion passif représentent les gains de change latents sur les financements en devises restant à recevoir au 31/12/2025 ainsi que sur les autres créances et dettes.

5.3. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

5.3.1. Résultat d'exploitation

Epicentre constate un surplus de 924 € contre 54 176 € pour l'exercice précédent.

Le total des produits d'exploitation est de 20 611 826 € contre 18 506 542 € pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 2 105 285 €, représentant +11,4%.

Le total des charges d'exploitation est de 20 608 024 € contre 18 702 876 € pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 1 905 147 €, représentant +10,2%.

5.3.2. Résultat financier

Les charges financières représentent 16 700 € de pertes de change, correspondant principalement à des pertes de change sur les transferts de fonds vers le centre de recherche en Ouganda.

Les produits financiers représentent 13 821 € correspondant principalement à des gains de change sur les opérations en USD avec MSF France.

5.3.3. Résultat exceptionnel

5.3.3.1. Charges exceptionnelles

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Différences de caisse	570	-570	0
Charges except, exerc, antérieur	4 643	-4 643	0
TOTAL	5 212	-5 212	0

5.3.3.2. Produits exceptionnels

	Montant en début d'exercice	Variation	Montant en fin d'exercice
Divers	4 689	-4 689	0
Produits except, exerc, antérieur	250 052	-250 052	0
TOTAL	254 741	-254 741	0

Avec les nouvelles définitions de transactions exceptionnelles, il n'y a ni produits exceptionnels ni charges exceptionnelles dans l'exercice 2025.

5.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.4.1. Engagement en matière de loyers

Un avenant au bail pour 14-34 avenue Jean Jaures a été signé le 1 septembre 2025, effectif le 1 janvier 2025. En conséquence, Epicentre constate en engagements hors bilan sur l'exercice 2025, les montants des loyers dus à la SCI MSF pour les 22 prochains mois, soit 1 405 975 euros.

5.4.2. Engagements en matière de pensions et de retraites

Les indemnités de fin de carrière estimées à la clôture de l'exercice clos représentent un montant de : 224 189 euros. Aucune provision pour indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes d'Epicentre.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Le montant des honoraires au titre de l'exercice 2025 s'élève à 17 200 € HT.

6.2. EFFECTIFS

Les effectifs équivalents temps plein d'Epicentre rattachés à Epicentre Paris sur l'exercice 2025 s'élèvent à :

- 69,45 pour le personnel à Paris
- 20,30 pour le personnel international

Les effectifs équivalents temps plein de l'association Epicentre présents dans les centres au Niger et en Ouganda ou sur les terrains MSF sur l'exercice 2025 s'élèvent à :

- 232,88 pour le personnel national
- 18,06 pour le personnel international

Pour une répartition par catégorie, seul le personnel à Paris est classé formellement selon cette nomenclature.

Le personnel national des centres est groupé selon les niveaux des fonctions applicables localement (Ouvrier - niveaux 1-2 ; Employés - niveaux 3 à 11 ; Cadres - niveaux 12 et +). Le personnel international dans les centres et sur les missions MSF se trouvent tous dans la catégorie Employés, techniciens, agents de maîtrise.

Répartition des effectifs par catégorie	
Ouvriers	63,35
Employés, techniciens, agents de maîtrise	189,21
Cadres et ingénieurs	88,13
Total	340,69

6.3. LES 3 PLUS HAUTES REMUNERATIONS VERSEES EN 2025

Les trois plus hautes rémunérations brutes des cadres, versées en 2025 par Epicentre s'élèvent à 278 209 € en cumul annuel. Ces rémunérations concernent les directeurs en poste au 31/12/2025 :

- Klaudia PORTEN : 98 362 €
- Valérie BRIAND : 95 110 €
- Nathalie GUERINEAU : 84 737 €

Source : D.S.N (Déclaration Sociale Nominative).

Ces cadres ne perçoivent que des revenus salariaux. Ils ne bénéficient d'aucune autre rémunération accessoire (prime, avantage en nature). Leur rémunération est versée sur 13 mois.

6.4. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration d'Epicentre ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur.